

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

Colombophiles
Roubaixiens
N'oubliez pas que vous trouverez toujours
TOUTS LES PRODUITS COLOMBOPHILES :
Dominant, Bricox, Fichet, Ramier, Bigt, etc., à la
Pharm. du Progrès
163, Grande-Rue, 163
— ROUBAIX —

ABONNEMENTS

1 an	36.00	6 mois	18.00	3 mois	9.00
1 an	38.00	6 mois	19.00	3 mois	9.50
1 an	40.00	6 mois	20.00	3 mois	10.00
1 an	42.00	6 mois	21.00	3 mois	10.50
1 an	44.00	6 mois	22.00	3 mois	11.00
1 an	46.00	6 mois	23.00	3 mois	11.50
1 an	48.00	6 mois	24.00	3 mois	12.00
1 an	50.00	6 mois	25.00	3 mois	12.50
1 an	52.00	6 mois	26.00	3 mois	13.00
1 an	54.00	6 mois	27.00	3 mois	13.50
1 an	56.00	6 mois	28.00	3 mois	14.00
1 an	58.00	6 mois	29.00	3 mois	14.50
1 an	60.00	6 mois	30.00	3 mois	15.00

REDACTION

ROUBAIX	62 à 71, Grande-Rue, Tél. 227.52, 227.53, 227.54
TOURCOING	26, rue Carpele, Tél. 37
LILLE	2, rue Flandre, Tél. 228.81
VALENCIENNES	18, boulevard des Italiens, Tél. Lavoir 08.48
MOULBAIX	105, rue de la Station, Tél. 5.44

ANNONCES

CHEQUES POSTAUX 87 LILLE

BILLET PARISIEN

PROPOSITIONS FRANÇAISES

(DE NOTRE REDACTEUR SPECIAL)

Paris, 28 décembre (Minuit).
L'arrivée inopinée de M. François-Poncet, qui reprendra la France à Berlin, est un événement avec les décisions du Conseil des ministres. Notre ambassadeur sera chargé de remettre au chancelier Hitler le mémorandum sera exposé la thèse du Gouvernement français.

L'idée dominante exposée dans ce mémorandum est que le Gouvernement français se refuse à "grandir" le réarmement de l'Allemagne comme base des négociations. En attendant la mise de la Reichswehr sur un pied de 200.000 hommes et le maintien des sociétés para-militaires, le Gouvernement allemand a complètement changé les termes du problème tel qu'il se posait devant la Conférence du désarmement. Nous voudrions que les accords futurs consacrent l'idée du désarmement et non celle du réarmement.

Il n'est probable que l'aidé-mémoire du Quai d'Orsay ne surprenne pas le Chancelier de Berlin, qui sait assez exactement bien ce qu'il veut de ne pas tolérer la destruction des traités. Il reste à se demander la façon dont réagira le Führer à la manifestation de cette volonté.

D'après les déclarations qu'a faites mercredi M. Chateaubriand, à l'issue du Conseil des ministres, on sait que la position de la France n'est pas seulement négative. Nous fournirons à l'Allemagne l'occasion de continuer utilement l'échange des points de vue, pourvu qu'il ait lieu à Genève. Le Gouvernement français a, en effet, dressé un tableau de propositions concrètes qui reprend, somme toute, le projet qui fut négocié le 24 septembre dernier, au cours de l'entrevue franco-belge de Paris.

Ce projet consiste, on s'en souvient, à porter les armées européennes à un type unique. L'armée qui comprendrait 200.000 hommes pour l'Allemagne, 200.000 hommes pour la France, non compris les effectifs de 200.000 hommes destinés à nos possessions d'outre-mer. Le service de huit mois, comprenant la période d'instruction, en assurera le recrutement. Une période de quatre ans serait nécessaire pour la transformation du système actuel et, pendant cette période, le contrôle international serait appliqué à tout.

Dans une seconde période de même durée, les armées seraient réduites à un tiers de leur effectif. La France renouvellerait une fois de plus de 155 mm., aux chars d'assaut de plus de 10 tonnes et aux avions de bombardement. Dans le projet présenté mercredi au Conseil des ministres, nous proposons aussi de supprimer l'évaluation de bombardement dans la dernière période.

Tels sont les éléments de nos propositions. L'Allemagne les accepterait-elle quand elle a rejeté, sans même vouloir le discuter, le projet de septembre? C'est peu probable et il nous restera alors, l'Allemagne refusant, à dénoncer devant la S.D.N. les instructions de nos anciens ennemis aux classes du Traité de Versailles.

LETTRE DE BRUXELLES

Les Universitaires et l'action sociale

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 28 DÉCEMBRE 1933.
Pour la première fois, les universitaires catholiques tiennent un Congrès social à Bruxelles. Donc, depuis onze ans, avec une persévérance, une fierté et une joie réconfortantes, les étudiants catholiques ont travaillé dans le cycle de leurs travaux, la préparation et l'organisation de Semaines sociales. Onze années! Dans la vie universitaire, c'est une somme. Et ce n'est pas le Congrès actuel qui terminera le cycle. Le Comité organisateur n'est pas de ceux qui élèvent. Il est de ceux qui bâtissent.

Certes, dans cet effort de onze années, tout n'est pas parfait. Elles comptèrent plus d'une exagération, plus d'une erreur. Est-ce que les anciens sont parfaits? Mais, elles furent, toutes, baignées de bonne foi, d'enthousiasme, de franchise, de sincérité et du désir de bien faire. Elles habilitèrent les universitaires à considérer l'action sociale comme un des éléments fondateurs de leur existence. Elles provoquèrent chez eux des initiatives et des vocations. Et le n'est point peu de chose, au moment où la société malade a besoin, non point de leçons de phrases en Chambre, mais d'apôtres convaincus de posséder les éléments de la vie, grâce à l'Eglise, dont ils se réclament, avec une foi confiante et irrédicible.

La question traitée, cette année, est le chômage, aux conséquences tragiques, aussi bien pour les ouvriers que pour la société tout entière. Le chômage trouble l'économie générale des nations; il est un danger pour la paix intérieure et extérieure. Céder ses victimes, il tue le ressort moral et le souci du progrès. Il détruit la formation professionnelle.

Telles sont les principales idées évoquées à ce Congrès. Mais le malheur ainsi dénoncé n'est pas sans remède. Et c'est le chanoine Cardyn, l'apôtre de la J.O.C., belge, qui en a parlé. Pas de plan sur le papier, a-t-il dit avec son irrésistible fougue, des solutions pratiques. Nous n'avons de leçons à recevoir de personne. L'Évangile est là pour nous donner une conception juste du travail. Il faut donner du travail aux chômeurs et un salaire qui leur permette de vivre. Et si la société actuelle n'est pas capable de permettre aux hommes d'accomplir cette sainte loi du travail, c'est que la société est gâtée et qu'il faut la transformer. L'Évangile nous donnera le secret. Mais il faut vivre d'abord la doctrine du Christ et réaliser son esprit avant de venir au monde et à la seconde. Aidons donc ceux qui ne gagnent plus leur pain, par des allocations et en leur procurant une éducation intellectuelle et spirituelle, et finissons-en avec la vie désordonnée et matérialiste qui empêche la société à se relever.

De telles idées lancées dans des esprits jeunes, épris d'idéal et de générosité, doivent, certes, produire des fruits de résurrection.

Une façade historique



La façade de la gendarmerie de Verno (Eure) vient d'être restaurée et classée comme monument historique.
Le poteau corinthe qui est classé, comporte une sculpture du XVIII^e siècle, l'Annonciation. A l'intérieur de l'immeuble existe un superbe escalier avec rampe en fer forgé du XVIII^e siècle.
(Mondial Ph. Fr.)

Il n'y a que l'administration des P.T.T. qui n'a pas respecté cette belle façade. Elle y a accroché, en effet, des supports de fils téléphoniques.

PENSONS A CEUX QUI ONT FROID

La neige a fait trêve depuis quelques jours, mais le froid retourne des trois premières semaines du mois de décembre nous fait craindre un hiver exceptionnellement rude. Et pourtant jamais, depuis les terribles années de la guerre, autant de pauvres gens n'ont affronté les intempéries avec si peu de moyens de se garantir contre leurs atteintes.

Non seulement nombre de foyers éprouvés par le chômage manquent de charbon, mais combien de mineurs, de pauvres femmes, de petits enfants sont complètement démunis de vêtements chauds qui leur permettraient de se couvrir efficacement.

C'est le moment, femmes et jeunes filles de votre région industrielle si dépourvues, de penser à vos malheureux et de leur venir en aide dans la mesure, non pas de vos moyens pécuniaires — la crise les a réduits et les mières ont augmenté — mais dans celle de vos loisirs.

Quelques écheveaux de laine, quelques heures à manier l'aiguille ou le crochet, et voilà un cache-nez, un pull-over, une paire de bas ou de chaussettes... D'un côté un petit sacrifice, de l'autre un grand plaisir, de faire le bien, et de l'autre une souffrance soulagée... Qui donc, ayant des loisirs, pourrait sans egoïsme s'abstenir de participer à une œuvre de charité si nécessaire?

A l'œuvre, donc! donnez à vos doigts acides la noble tâche de venir ceux qui ont froid, consacrez quelques instants aux malheureux. Que de tous les foyers éparpillés par la misère où tant d'autres ont sombré, partent quelques-uns de ces bienfaits laineux qui iront couvrir les membres transis de pauvres gens!

Les œuvres paroissiales, les comités de secours, les organismes charitables de tous genres se feront un plaisir de les distribuer.

LE DOYEN DES JOURNALISTES DU NORD

M. Lodois Desmarchelier du « Journal de Roubaix »

QUELQUES BONNES HISTOIRES DE REPORTAGE

— Ainsi, Lodois, vous cumulez ?
— ?
— Vous ne vous contentez pas d'être le doyen des colonneux du Nord, voilà que vous êtes aussi le doyen de ses journalistes.
— Que voulez-vous? Ce n'est pas de ma science, mais de celle de mes parents, qui m'ont mis au monde il y a près de quatre-vingt ans.
— Dites plutôt quatre fois vingt ans.
— Merci, merci, vous me flatter. Mais notre confrère, M. Lèpez, ancien député du Nord, n'est-il pas mon aïeul de quelques années ?
— Oui, mais il n'exerce plus. Tandis que vous, vous êtes toujours soldat de son poste. Et toujours bon pied bon œil.
— Vous allez me faire rougir.
— Mais, dites-moi, depuis combien de temps, êtes-vous au « Journal de Roubaix » ?
— Depuis une quarantaine d'années.
— Et comment y êtes-vous entré? C'est votre frère colonneux qui vous a donné le goût de la colombophilie. Mais vous n'avez pas de frère journaliste, que je sache ?
— Non, mais j'avais des amis reporters. Je m'intéressais à leur travail et mouvementé, et qui demandait tant d'initiative. Je leur passais des « tuyaux » quand je le pouvais. J'acceptais de m'occuper pour le « Journal de Roubaix » de la chronique colombophile que je n'ai jamais lâchée depuis. Je voyais dans cette tâche un puissant moyen de propagande pour mon sport favori.
— De fil en aiguille, je fus amené à entrer comme reporter attaché au « Journal de Roubaix ».
— M. Alfred Reboux, ce maître journaliste, vous avait repéré. Il avait deviné en vous le reporter au flair infatigable que vous étiez d'instinct, que vous étiez réellement devenu...
— Grâce à lui, car il s'y entendait pour former ses collaborateurs.
— Oui. Et je sais qu'un cours de votre longue carrière, vous avez accompli quelques prouesses qui lui ont valu quelque réputation. Si vous en évoquez quelques-unes ?
— « Le Journal de Roubaix y est d'jà là ! »
— Je veux bien. Il y a eu d'abord l'affaire Mayot et Baises. C'étaient deux employés d'une banque qui avaient disparu avec quatre-vingt mille francs. J'apprends la chose en route. Je téléphone aussitôt à ce patron qui habitait à Croix, pour l'avertir et prendre ses ordres et je cours à la banque.
— Il était dix heures et demie du soir. Je demande à parler au directeur et le prie de me renseigner sur l'affaire. Il prend un air étonné de ce que je lui dis et m'assure que ce sont là de faux bruits.
— Cependant, tous les employés étaient encore présents. Ce n'était pas naturel. Et eux non plus n'avaient pas un air naturel. On sentait bien qu'il y avait « quelque chose ».
— C'est bien, répondis-je au directeur; demain, je dirai dans le « Journal de Roubaix » tout ce que je sais.
— Et je fis mine de me retirer, laissant bien ennuyé mon interlocuteur. Profitant de son désarroi et sachant que son livre de chèques lui avait été aussi subtilisé :
— Et votre livre de chèques, fit-je à brûle-pourpoint ?
— Il bondit :
— Tiens, vous savez ça? ne put-il s'empêcher de s'écrier.
— Ne m'en demandais pas plus. J'avais (1) Voir le « Journal de Roubaix » des 26 et 27 décembre 1933.

LE DÉFICIT DU BUDGET AMÉRICAIN

se solde par plus de seize milliards de francs pour cinq mois et demi de l'année fiscale

Washington, 28 décembre. — On mande de Washington que des statistiques publiées par le Trésor américain, il résulte que le déficit des finances nationales a atteint le 15 décembre dernier, un chiffre record des chances, le chiffre total de 16.385.946.872 francs, chiffre qui couvre les cinq premiers mois et demi de l'année fiscale américaine.

LES NOUVELLES PIÈCES DE MONNAIE DE NICKEL

de monnaie de nickel

La Monnaie remettra, à la Banque de France, à partir du 1^{er} janvier 1934, les pièces de monnaie de nickel, de 12 grammes, déjà fabriquées, sur l'émission de 200 millions, prévues par la dernière loi de finances.

Un de nos confrères parisiens signale, à ce sujet, un fait qui constitue un comble. En effet, ce journal a obtenu de la direction de la Monnaie l'avenue que Paris de ces pièces avant d'être frappées par l'Hôtel de la Monnaie, à Paris, étaient découpées dans une mine suisse.

« La preuve est ainsi faite, déclare notre confrère, que l'Etat, par ce temps de crise, n'a même pas trouvé le moyen de faire fabriquer en France toute sa fausse monnaie... »

HITLER NE TARDERA PAS À CONNAÎTRE LE POINT DE VUE FRANÇAIS SUR LE RÉARMEMENT DU REICH

Paris, 28 décembre. — M. André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, est arrivé à Paris jeudi matin, un peu avant 11 heures, par le Nord-Express. L'ambassadeur a été reçu, l'après-midi, par M. Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, qui lui a communiqué les instructions du Gouvernement telles qu'elles ont été arrêtées par le Conseil des ministres, en réponse à la demande de réarmement du Reich, en les accompagnant de toutes les précisions utiles.

M. André François-Poncet quittera Paris d'ici la fin de la semaine, pour être présent à Berlin le 1^{er} janvier et assister à la réception annuelle du corps diplomatique par le Président d'Empire.

Le chancelier Hitler, qui passe actuellement ses vacances en Bavière, rentrera peut-être, à cette occasion, dans la capitale allemande, mais on ne pense pas que l'ambassadeur remplisse sa mission auprès de lui ce jour-là.

Il semble plus vraisemblable que M. André François-Poncet attendra la fin de la période des vacances de Nouvel An, c'est-à-dire le 4 ou le 5 janvier, pour se mettre en contact avec le Gouvernement allemand et remettre à celui-ci l'aide-mémoire du Gouvernement français, qu'il va emporter avec lui.

ON A INTERROGÉ HIER DEUX INculpÉS DANS L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE DE PARIS

Paris, 28 décembre. — M. Benon, juge d'instruction, chargé de l'affaire d'espionnage, s'est rendu, jeudi matin, à la Banque des Pays du Nord, avenue de l'Opéra, où, en présence du professeur Louis Martin, et de son avocat, il a ouvert le coffre-fort de Piprot.

En réalité, ce coffre-fort est caché par cette mystérieuse étrangère, Ingrid Boström, amie de Lydia Stahl, qui, surveillée par la police, quitta Paris en 1927. M^{lle} Boström avait laissé le coffre à la disposition de Martin, représentant noir de lui donner une procuration en règle.

Le magistrat a découvert 90.000 francs en billets de banque français, 100 dollars papier, quelques bijoux de femme de peu de valeur et quelques pièces d'argenterie.

Il a placé le coffre sous scellés.

M. Martin interrogé sur la présence de cet argent, a affirmé que c'étaient les ses économies, dont le total devait atteindre, en ajoutant le dépôt existant dans une banque allemande, 130.000 francs environ.

— Je gagnais 50.000 francs par an, a-t-il dit, et j'ai touché récemment un rapport de 25.000 francs, ayant été élève, comme interprète, à une classe supérieure. Mon foyer était modeste et j'avais peu de besoins, consacrant la plupart de mes dépenses importantes à l'achat de livres.

Après ces déclarations, Martin a été reconduit à la Prison de la Santé.

L'après-midi, M. Benon a commencé l'interrogatoire de la Russe Lydia Stahl que l'on considère comme le pivot de l'affaire et qui était assistée par M^{lle} André Niotz, remplaçant M^{lle} Henri Torrie.

Lydia Stahl a longuement expliqué au magistrat quelle avait été son existence depuis sa première venue en France en 1907. Elle avait fait des études fort poussées à la Sorbonne, en

L'HOMME DANS LA CAISSE

Un autre jour, un anarchiste avait tenté de tuer son patron, M. Cauchy, qui possédait un tissage à façon boulevard Gambetta.

J'apprends que le meurtrier a été arrêté et conduit dans la loge du concierge, où il va être interrogé.

Vite, je mets mes jambes à mon cou et j'arrive boulevard Gambetta. Comme il y avait du monde, j'entre sans rien demander, en catimini. D'un mot on vient un autre. Tout en buvant une tasse de café, j'écoute l'histoire avec la conciergerie et me voilà déjà muni de quelques bribes pour mon enquête.

Cauchat bien. Ça allait même trop bien. Je voyais le moment où j'allais pouvoir faire parler le bonhomme.

Orac! Arrive un ordre du Parquet de ne laisser personne d'autre dans la maison que le commissaire de police, les agents et le meurtrier qu'ils gardent.

Il faut obéir. Je le fais docilement. Seulement, tout en baignant avec le conciergerie, j'avais, bien entendu, inspecté les lieux. Et j'aurais remarqué dans la cloison de la pièce qui donnait sur la cour des fentes qui n'étaient pas trop mal placées.

Avant l'air de faire contre mauvaise fortune bon cœur, je m'éloigne tout doucement et quand la porte est refermée, je file dans la cour.

J'avais une grande caisse à caquettes, vide. Je la tire vers la loge, près de l'endroit où les planches sont disjointes. Arrivé là, je m'accroupis tout près de l'ouverture, je bascule la caisse sur moi. Coucou, il n'y a plus personne.

Ah, bien installé dans mon « caquet », mon papier sur les genoux, j'assiste à tout l'interrogatoire, que je note.

Le lendemain, « tartine » formidable dans le journal.

— Bravo!

— Oui, mais au Parquet, on ne crie pas bravo! Ce « papier » m'a fait l'effet d'une bombe. Aussitôt message « à cheval » à la police de Roubaix et ordre au commissaire central, le récrété M. Barroyer, d'enquêter pour découvrir l'agent qui a donné les renseignements. Celui-ci sera aussitôt révoqué.

M. Barroyer convoque M. Squire, le commissaire de la Sûreté et tous deux avisent aux moyens de débarrasser le comptable. Ils pouvaient toujours observer.

Mais, comme je voyais que l'affaire allait se gâter et que l'on suspectait plusieurs braves agents, je m'en suis trouvé M. Barroyer et je lui racontai mon petit truc.

M. Barroyer prit la chose en riant :

UN PRÉCIEUX MANUSCRIT DE LA BIBLE EST ARRIVÉ EN ANGLETERRE

London, 28 décembre. — Hier est arrivé à Londres le fameux Codex Bezae Cantabrigiae, le manuscrit de la Bible de 1568, qui a été acheté par le Gouvernement britannique pour le British Museum.

L'acheteur a eu lieu au bureau de l'éditeur de la Mission commerciale britannique.

C'est le grand libraire londonien, Messrs. W. & A. Gifford, qui a découvert dans un vieux livre de la Bible de 1568, un précieux manuscrit de la Bible.

Le Codex a été immédiatement transporté au British Museum où il est examiné et où il sera montré au public.

On a estimé que les Soviets avaient demandé 500.000 livres sterling, puis avaient consenti à accepter une somme de 200.000 livres; et en définitive se contentèrent de 100.000 livres.

Les savants britanniques espèrent que de grandes découvertes bibliques sur la Bible du Codex.

LA MENACE DE GRÈVE DES MINEURS DU BASSIN D'ANZIN EST ÉCARTÉE

M. Champy, directeur général des Mines d'Anzin, a déclaré à M. Paganon qu'il maintiendrait les salaires actuels pendant trois mois

Paris, 28 décembre. — A la suite de la décision prise par le directeur des Mines d'Anzin de diminuer le taux des salaires à la date du 1^{er} janvier, en s'appuyant sur l'insuffisance des allocations familiales dans différents départements, les représentants des ouvriers mineurs s'étaient rendus mercredi après-midi, ainsi que nous l'avons relaté, auprès de M. Paganon et de M. Lamoureux, ministre des Travaux publics et du Travail, pour les entretenir des répercussions que devrait avoir cette mesure.

M. Paganon a reçu aujourd'hui M. Champy, directeur général des Mines d'Anzin, avec lequel il s'est longuement entretenu de cette importante question. La conversation a abouti au maintien du taux des salaires actuels pendant 3 mois dans le bassin d'Anzin.

D'ailleurs, en sortant du cabinet du ministre, M. Champy a précisé en ces termes la décision qui venait d'être prise :

« Il est entendu avec les ministres des Travaux publics et du Travail que nous collaborerons à la recherche d'une solution destinée à faire disparaître l'insuffisance qui a motivé ma première demande de baisse de salaire au secrétaire général du Syndicat des mineurs d'Anzin en lui indiquant que j'ai suspendu ma décision pendant une période de trois mois ».

M. Champy a ajouté qu'il était d'autant plus facilement déterminé à entrer dans les vues du ministre que M. Paganon lui avait donné l'impression d'une grande loyauté.

Quelques instants après le départ du directeur des Mines d'Anzin, M. Paganon a reçu la délégation ouvrière composée de MM. Vigne, Bardi, Leroy, de la Fédération de nos-sec, et Rossi, secrétaire du Syndicat des ouvriers mineurs d'Anzin. Il a fait part à la délégation de l'entrevue qu'il venait d'avoir avec M. Champy et de la décision qui en avait résulté. Les délégués ouvriers ont donné leur approbation à ce compromis et ont fait la déclaration suivante :

« Au cours des trois mois qui vont suivre, les organisations ouvrières confédérées vont s'employer à trouver un terrain d'entente en vue du règlement du taux des allocations familiales pour l'ensemble des houillères du Nord, d'Anzin et du Pas-de-Calais ».

Il est, en conséquence, prié l'engagement de rapporter l'ordre de grève.

L'éclairage des trains rapides en Amérique



Un nouveau train rapide, actuellement en construction à Chicago et destiné aux grandes lignes du Pacifique, sera muni, à l'avant, d'un éclairage aérien puissant formant deux faisceaux lumineux. L'un vertical, l'autre horizontal, portés à très grande distance. Le faisceau vertical, une innovation, sera utilisé comme mesure de sécurité supplémentaire, avec cette idée qu'un rayon vertical mobile, outre qu'il attire l'attention des automobilistes ou des piétons à l'approche des passages à niveau (Photo N.Y.T.)

250 personnes ont été tuées par un cyclone dans la région de Madras

Bombay, 28 décembre. — Un cyclone s'est abattu sur la région de Madras, 250 personnes ont été tuées, 10.000 blessés ont péri. Les dégâts sont très importants.